

la question des prix agricoles différentiels. Les explications d'alors sont encore valables aujourd'hui.

Une différenciation des prix agricoles selon le volume de production de chaque exploitation permettrait certainement d'atténuer à court terme les disparités des revenus constatées dans l'agriculture. Cependant, pour des raisons administratives, elle ne saurait être envisagée que pour des produits agricoles faisant l'objet d'une commercialisation centralisée, savoir le lait, les céréales panifiables, les betteraves sucrières et le colza. Quant aux autres produits tels que, par exemple, le bétail de boucherie, les pommes de terre, les fruits et les légumes, l'application de prix différenciés selon les quantités livrées, pour autant qu'elle soit possible, rencontrerait de très grandes difficultés. A supposer donc qu'ils soient introduits uniquement pour une partie des produits agricoles, les exploitations de grande taille seraient alors portées à procéder à une reconversion de leur production en s'intéressant aux produits non assujettis à la différenciation des prix et les agriculteurs des régions offrant peu de possibilités de reconversion (c'est le cas notamment des régions de montagne, des collines et des zones vouées à la production herbagère) se verraient défavorisés. Pareille mesure engendrerait ainsi de nouvelles injustices. De surcroît, l'établissement de prix différentiels ne permettrait guère d'orienter efficacement la production, en tout cas pas dans la même proportion que la limitation de la garantie des prix (p. ex. le contingentement laitier).

Aux yeux des partisans de la différenciation des prix selon les quantités livrées, respectivement le volume de production, un tel système améliorerait principalement la situation économique des petites entreprises. La disparité des revenus dans l'agriculture cependant ne dépend pas uniquement de la taille des exploitations. Nombreux sont les facteurs qui influent sur le résultat d'exploitations et, par conséquent, déterminent le montant du revenu. C'est ainsi que le chef de l'exploitation et sa famille exercent une influence prépondérante. La capacité, l'initiative, l'aptitude à s'adapter et la volonté de collaborer permettent notamment aux petites entreprises d'améliorer leur situation relativement défavorable. Il serait fâcheux si l'introduction de prix différentiels ou d'autres mesures devaient influencer négativement sur ces qualités et supprimer l'initiative privée. Il convient aussi de relever que les entreprises exploitées à titre accessoire ou tributaires d'une activité d'appoint se trouvent souvent, grâce au revenu provenant d'activités lucratives non agricoles, dans une meilleure situation que les familles de moyennes entreprises, voire plus grandes, tenues à chercher leur gain presque exclusivement dans l'agriculture.

La situation se présente différemment lorsque des conditions naturelles défavorables portent préjudice au résultat d'exploitation. Il importe alors pour des raisons d'équité d'en tenir compte en prenant des mesures spéciales, comme c'est déjà le cas depuis longtemps. L'établissement de prix différentiels toutefois ne saurait non plus constituer ici le moyen approprié.

Toutes ces raisons incitent le Conseil fédéral à penser que la différenciation des prix ne peut être considérée comme le moyen souhaité pour conserver une forte population paysanne et assurer la productivité de l'agriculture, et qu'il convient de recourir à d'autres mesures, notamment à des mesures propres à améliorer les conditions d'exploitation et à des paiements compensatoires (notamment aux contributions aux frais et à l'exploitation agricole du sol) versés au profit des régions défavorisées.

Le Conseil fédéral poursuit ses efforts tendant à empêcher une concentration indésirable de la production dans l'agriculture ou, tout au moins, à la rendre difficilement réalisable. La question de la voie à suivre pour y parvenir, notamment en ce qui concerne le lait et certains produits des champs, est actuellement à l'étude. L'on examine aussi d'une manière plus approfondie les causes produisant les écarts de revenus dans l'agriculture. Le Conseil fédéral fera part du résultat de ces travaux dans le Sixième rapport sur l'agriculture et, suivant les conclusions, soumettra à

l'approbation du Parlement les propositions qui lui paraîtront le cas échéant nécessaires.

**Präsidentin:** Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt.

82.458

**Interpellation Herczog**  
**Berufsbildung. Freifächer**  
**Formation professionnelle**  
**Matières facultatives**

*Wortlaut der Interpellation vom 24. Juni 1982*

Vom neuen Berufsbildungsgesetz wird den Lehrlingen der Besuch von Freifächern während der Arbeitszeit garantiert. Hingegen zeigt unter anderem eine vom Schweizerischen Metall- und Uhrenarbeiter-Verband (SMUV) im Frühjahr 1981 durchgeführte Umfrage bei Lehrlingen, dass die Praxis alles andere als befriedigend ist.

Ich bitte den Bundesrat deshalb um die Beantwortung folgender Fragen:

1. Wie sieht das Freifächerangebot in den einzelnen Kantonen aus? Wie ist die Nachfrage?
2. Stimmt es, dass in jenen Kantonen, in denen es ein Freifächerangebot während der Arbeitszeit gibt, von Schwierigkeiten mit den Lehrmeistern berichtet wird? Was gedenkt der Bundesrat dagegen zu unternehmen?
3. Trifft es zu, dass, je besser das Freifächerangebot, desto grösser das Interesse der Lehrlinge ist?
4. In gewissen Grossbetrieben (z. B. Raum Zürich) existiert für Lehrlinge ein Leistungslohnsystem; besuchen sie nun während der Arbeitszeit Freifächer, bekommen sie weniger Geld. Findet der Bundesrat diese Tatsache richtig?
5. Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, damit in Zukunft der Freifächerbesuch während der Arbeitszeit gesichert werden kann?

*Texte de l'interpellation du 24 juin 1982*

La nouvelle loi sur la formation professionnelle assure aux apprentis la possibilité de suivre des cours de matières facultatives, pendant leur temps de travail. Cependant, une enquête de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), réalisée au printemps 1981 auprès des apprentis, révèle que la pratique n'est pas du tout satisfaisante.

Me fondant sur ce qui précède, je demande au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Comment l'offre de matières facultatives se présente-t-elle dans les cantons, et qu'en est-il de la demande?
2. Dans les cantons où l'on signale une offre de matières facultatives pendant les heures de travail, on relève, dit-on, des difficultés soulevées par les maîtres d'apprentissage; est-ce exact? Que compte faire le Conseil fédéral pour porter remède à cette situation?
3. Est-il pertinent que plus l'offre de matières facultatives est riche, plus fort est l'intérêt manifesté par les apprentis?
4. Dans certaines grandes entreprises (de la région de Zurich p. ex.), il existe pour les apprentis un système de rétribution basé sur les prestations; si donc les intéressés assistent à des cours facultatifs pendant leur temps de travail, ils encaissent automatiquement une rémunération réduite. Le gouvernement considère-t-il que cet état de choses se justifie?
5. Que compte entreprendre le Conseil fédéral aux fins de permettre qu'à l'avenir la fréquentation des cours facultatifs puisse être garantie pendant le temps de travail?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Carobbio, Crevoisier, Mascarin (3)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

*Rapport écrit du Conseil fédéral*

Das neue Berufsbildungsgesetz, das den Lehrlingen den Besuch von Freifächern während der Arbeitszeit unter bestimmten Voraussetzungen ermöglicht, ist seit dem 1. Januar 1980 in Kraft. Die Umfrage des Schweizerischen Metall- und Uhrenarbeitnehmer-Verbandes (SMUV) fand im Jahre 1981 statt, zu einem Zeitpunkt, als die neuen Bestimmungen bei den Berufsschulen in der Phase der Einführung waren. Das Freifächerangebot musste aufgestellt und bereinigt, die Wünsche und Bedürfnisse der Lehrlinge ermittelt werden, und die Schulträger hatten die für den zusätzlichen Freifachunterricht nötigen Kredite bereitzustellen. Des weitern musste die Lehrerfrage gelöst werden. Die voll ausgelasteten Berufsschullehrer konnten nicht beliebig viele zusätzliche Stunden unterrichten; wenig bewährten Aushilfslehrern sollte der anspruchsvolle Freifachunterricht nicht anvertraut werden. Etliche Berufsschulen sind durch den Pflichtunterricht voll belegt, so dass der für den Freifachunterricht notwendige Schulraum fehlt.

Die gestellten Fragen beantworten wir wie folgt:

Zu Frage 1: Es gibt keine allgemeine Erhebung über das Freifachangebot in allen Kantonen. Eine solche soll in einigen Jahren stattfinden. Nach unseren Informationen bemühen sich die meisten Berufsschulen um die Ausgestaltung des Freifachangebots. Die Nachfrage ist aber bis jetzt eher gering. So haben die Berufsschulen I bis V der Stadt Zürich im Wintersemester 1981/82 ein reichhaltiges Angebot von 138 Freifächern offeriert. Davon konnten 103 Kurse mit 1500 teilnehmenden Lehrlingen durchgeführt werden. Das sind rund 10 Prozent der Pflichtschüler. Andere Schulen melden ähnliche Verhältniszahlen. Die Gründe des relativ bescheidenen Interesses sind sorgfältig abzuklären.

Zu Frage 2: Die Freifächer werden zum grössten Teil während der Arbeitszeit in Randstunden angeboten. Bei frühzeitiger Information der Lehrmeister gibt es in der Regel keine Schwierigkeiten. Die Bundesgesetzgebung ist klar; es ist Sache der zuständigen kantonalen Behörde, bei auftretenden Schwierigkeiten zu vermitteln und zu entscheiden.

Zu Frage 3: Leider lässt sich bis jetzt nicht belegen, dass ein breites Angebot an Freifächern auch die Nachfrage steigert. In der Regel erarbeiten die Berufsschulen das Freifachangebot aufgrund von Bedürfnisabklärungen bei den Lehrlingen. Es hat sich gezeigt, dass Fremdsprachen und berufskundlicher Stoff bevorzugt werden.

Zu Frage 4: Der Lehrlingslohn ist in den Lehrverträgen festgelegt. Diese müssen durch die kantonalen Behörden genehmigt werden. Das Bundesgesetz schliesst Akkordarbeit aus. Es kommt aber vor, dass Betriebe zusätzlich zum vertraglich festgelegten Lehrlingslohn eine Prämie bezahlen für qualitativ gute Arbeit und gute persönliche Arbeitshaltung. Wir sind der Ansicht, dass zusätzlicher Unterricht, der ja letztlich auch im Interesse der beruflichen Förderung des Lehrlings liegt, grundsätzlich die Prämien nicht beeinträchtigen sollte.

Zu Frage 5: Die gesetzlichen Grundlagen sind gegeben, und wir werden diese mit Hilfe der Kantone durchsetzen. Insbesondere gilt, dass Vereinbarungen, die den gesetzlichen Anspruch auf Freifächerbesuch einschränken, nichtig sind. Es darf aber nicht vergessen werden, dass die Bestimmungen über die Freifächer erst im dritten Jahr bestehen und solche Neuerungen eine Anlaufzeit erfordern. Auch müssen wir klarstellen, dass das Bundesgesetz nicht zwingend vorschreibt, Freifächer müssten während der Arbeitszeit stattfinden. Es ist bereits ein schulischer Fortschritt, wenn solche überhaupt – kostenlos für die Lehrlinge

– angeboten werden, allenfalls – wenn es die personellen und räumlichen Verhältnisse erfordern – während der Freizeit.

**Präsidentin:** Der Interpellant ist von der Antwort nicht befriedigt.

82.463

### **Interpellation Schärli Mietzinse. Verbilligung Abaissement des loyers**

*Wortlaut der Interpellation vom 24. Juni 1982*

Der Bundesrat hat mit dem Erlass der neuen Verordnung zum Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetz eine Reihe von Änderungen und Anpassungen vorgenommen, deren Konsequenzen nicht überall voraussehbar sein dürften.

Ich frage deshalb den Bundesrat an:

1. Ist sich der Bundesrat bewusst, dass er mit der Neufassung von Artikel 28 der Verordnung (Einkommensgrenzen für Bezüger von Zusatzverbilligungen) die Alleinstehenden in einer kleinen Wohnung mit relativ niedrigem Mietzins gegenüber Familien mit gleichem Einkommen, die grosse und teurere Wohnungen benötigen, bevorzugt, weil neu nur noch auf die Höchstgrenze des Einkommens, nicht mehr aber auf das Verhältnis zwischen Mietzins und Einkommen abgestellt wird?

Wie gedenkt der Bundesrat diese wenig familienfreundliche Folge der Verordnung zu beseitigen?

2. Die neue Berechnungsart des Verbilligungsmodelles geht von einer festgelegten «grundverbilligten Anfangsmiete» von 4,95 Prozent der Anlagekosten aus und beruht auf einem durchschnittlichen Hypothekenzinssatz von 5 Prozent während 25 Jahren. Damit entstehen durch die Grundverbilligung je nach aktuellen Hypothekenzinsen Differenzen von 40 und mehr Prozent zwischen der kostendeckenden Anfangsmiete und der grundverbilligten Anfangsmiete.

a. Ist sich der Bundesrat bewusst, dass bei derartigen Verbilligungen der Mietzinse der freitragende Wohnungsbau örtlich stark konkurrenziert bzw. eingeschränkt wird?

b. Erachtet der Bundesrat eine derartige Verzerrung der Marktsituation nicht als problematisch, weil nach dem Finanzierungsplan die Vorschüsse zur Grundverbilligung innert 25 Jahren vollständig zurückerstattet werden müssen, was für die Zeit nach den ersten zehn Jahren zu erheblichen Mietzinserhöhungen führt. Diese müssen von den kommenden Generationen aufgebracht werden, während in diesem Zeitpunkt auch das Kapital für Neuinvestitionen und Sanierungen mitfinanziert werden muss.

c. Warum wird im Merkblatt des Bundesamtes für Wohnungswesen vom Januar 1982 «Mietwohnungen mit Bundeshilfe» und in konkreten Mietzinsplänen das Rechnungsbeispiel nur für die ersten zehn Jahre bis zur vollständigen Rückzahlung der Verbilligungsvorschüsse angeführt? Sollten Eigentümer und Mieter absichtlich über die künftige Belastung im Unklaren belassen werden?

d. Kann sich der Bundesrat vorstellen, dass in einer Periode von fallenden Hypothekenzinsen, welche sich auch in einer geringen oder gar negativen Teuerungsrate niederschlagen kann, die Mietzinse modellgemäss weiterhin jährlich um 3 Prozent erhöht werden können?

*Texte de l'interpellation du 24 juin 1982*

En édictant la nouvelle ordonnance relative à la loi encourageant la construction et l'accession à la propriété de loge-

## **Interpellation Herzog Berufsbildung. Freifächer**

### **Interpellation Herzog Formation professionnelle Matières facultatives**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	82.458
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.10.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1460-1461
Page	
Pagina	
Ref. No	20 010 851

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.